

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 16/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

YKK FRANCE

ZI A
BP 159
59113 Seclin

Références : Inspection du 14/02/2023
Code AIOT : 0007002443

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement YKK FRANCE implanté ZI A BP 159 59113 Seclin. L'inspection a été annoncée le 23/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2023.

Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courrier en date du 24/01/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YKK FRANCE
- ZI A BP 159 59113 Seclin
- Code AIOT : 0007002443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Fondée au Japon en 1934, la société YKK développe et produit des fermetures à glissière, des rubans auto-agrippants, des boutons pression et rivets, des boucles en plastique, des rubans élastiques et

sangles pour toutes les applications de la mode, des vêtements techniques, de l'ameublement, l'automobile, la maroquinerie...

Le groupe est leader sur le marché des produits et accessoires d'attache. Il est aussi présent dans l'industrie du bâtiment, la haute technologie et l'agriculture.

YKK France, filiale française du groupe, fondée en 1967, a situé son siège social en région parisienne et, de façon à répondre aux besoins du marché, a depuis 1972, établi son usine à Seclín. Le site compte 160 salariés et s'étend sur 22 500 m². La société, certifiée ISO 9001 et ISO 14001, est soumise à autorisation au titre des rubriques 2330 et 2920 de la nomenclature des installations classées et autorisée par un arrêté préfectoral du 17 mars 2008

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'emploi et le stockage des produits toxiques
- La prévention des risques technologiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.2.1	/	Sans objet
2	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.2.2	/	Sans objet
3	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.3.1	/	Sans objet
4	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.3.1.1	/	Sans objet
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.3.2.3	/	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.3.3	/	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.4.4	/	Sans objet
8	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.7.2	/	Sans objet
9	Protections individuelles du personnel	Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.7.3	/	Sans objet
10	Stockage des solides toxiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 8.4.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection de l'Environnement n'a pas relevé de non-conformité lors de sa visite du 14/02/2023. L'exploitant respecte l'ensemble des prescriptions de son arrêté préfectoral du 17/03/2008 qui ont fait l'objet du contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les FDS. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre sont précisés dans ces documents.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la liste de ses substances dangereuses. Celle-ci est tenue sur support informatique et comprend les renseignements suivants : le nom du produit, le secteur d'activité, la nature du produit, le fournisseur et la FDS spécifique à ce produit. Les incompatibilités entre produits ainsi que les risques particuliers sont contenus dans les FDS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosions. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées dans un plan tenu à jour. La nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et rappelées à l'intérieur de celles-ci.
Constats : L'exploitant a présenté son plan de zonage des risques sur support informatique. Il a déclaré à l'inspection son intention de faire une mise à jour de ce plan au cours de l'année 2023. L'inspection a demandé à l'exploitant d'insérer dans son document futur, la nature du risque et les consignes à observer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est clôturé sur la totalité de sa périphérie. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.
Constats : Le site est clôturé sur sa périphérie par des grilles, interdisant ainsi l'accès à l'exploitation à toute personne étrangère à l'établissement. Deux accès sont disposés pour l'intervention des secours : une entrée en façade du site et une autre plus reculée à l'arrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Une surveillance du site est assurée en permanence. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.
Constats : Le site est fermé par un portail sécurisé dont l'ouverture ne peut se faire que par badge ou depuis l'intérieur du bâtiment. La surveillance du site est assurée de jour par le personnel de gardiennage qui a connaissance de toutes les visites des personnes extérieures. La nuit, la surveillance est assurée par des caméras et une vidéo surveillance. Le site dispose de moyens de communication permettant d'alerter le responsable en matière de sécurité ainsi que les services de sécurité incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'évacuation des fumées et gaz chauds en cas d'incendie est réalisée par l'intermédiaire d'exutoires représentant 1 % de la superficie mesurée en projection horizontale. Ces exutoires doivent posséder une commande automatique doublée d'une commande manuelle accessible au sol ; ces commandes doivent être situées à proximité d'une issue.
Constats : Le site dispose de 61 exutoires de fumée équipés d'une commande automatique doublée d'une commande manuelle accessible au sol. Ces 61 exutoires couvrent 1 % de la superficie mesurée en projection horizontale. Le dernier rapport de vérification date du 23/01/2023. Il a été réalisé par l'organisme de contrôle CAMIBAT et ne mentionne aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Le dernier rapport (rapport n°1718622-002-1) a été réalisé par l'organisme APAVE et date du 16/12/2022. Sont consignées les non-conformités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Dans la zone de stockage des produits destinés à la teinture : absence de différentiel sur le secondaire de l'autotransformateur et non fonctionnement du dispositif différentiel de l'armoire alimentation : cette non conformité ne représente pas de danger car la production est arrêtée et cette zone est vide de tout produit dangereux et inflammable. L'exploitant a prévu de refaire l'installation électrique de cette zone d'ici la fin du mois. - le remplacement à prévoir du disjoncteur au droit du TGBT : cette non conformité n'entraîne pas de danger car le disjoncteur déclenche uniquement la coupure de l'éclairage d'une zone qui est vide de tout produit. L'exploitant s'est engagé à lever cette non conformité à l'été 2023. - des prises à remplacer dans le hall de stockage et un défaut de terre sur le volet métallique de l'allée de stockage : Ces non conformités n'entraînent pas de danger car le hall de stockage ne contient que des produits finis sous emballage et donc non dangereux et non inflammables. L'exploitant s'est engagé à lever ces non-conformités en avril 2023;
Observations : En conclusion, ces non conformités n'entraînent pas de risque d'explosion, de départ de feu ou d'électrocution vis à vis du personnel. L'exploitant devra néanmoins les lever toutes dans le courant du semestre 2023 et fournira à l'inspection les éléments justificatifs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenant sur site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant organise une formation au maniement des moyens d'extinction pour l'ensemble de son personnel. Cette formation se déroule sur 3 ans (21/11/2021, 18/11/2022 et 06/11/2023). Les agents affectés à la manipulation de produits dangereux reçoivent une formation adaptée à la manipulation des produits chimiques. La prochaine formation est prévue en mai 2023. Les agents travaillant sur les systèmes électrique ont reçu une formation spécifique tout au long de l'année 2022 dans le cadre de leur habilitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des Installations Classées.
Constats : Le site dispose de 170 extincteurs (116 à eau, 29 à poudre, 23 CO2 et 2 mobiles) et de 30 RIA maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Le dernier rapport réalisé par SOREHAL (rapport n°S130542) date du 24/11/2022 et ne mentionne qu'une seule non conformité : l'absence d'étiquettes jaunes réglementaires pour une utilisation sur des zones pouvant être soumises à un voltage supérieur à 1000 volts. 8 extincteurs situés au droit des postes haute tension sont concernés. Cette non conformité ne représente aucun danger car les extincteurs sont aux normes et l'exploitant s'est engagé à mettre ces étiquettes pour la fin du mois de février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protections individuelles du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des matériels de protection individuelle adaptés aux risques présentés par l'installation doivent être conservés à proximité du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Il doit comprendre au minimum 2 appareils respiratoires isolants et des gants.
Constats : Les appareils de protection mis à disposition du personnel sont adaptés aux risques générés par l'installation. Ils se composent de gants, lunettes, visières et vêtements de protection. Les deux appareils respiratoires isolants sont des masques FFP3 et ABEK AP3. Ces masques sont adaptés à la faible dangerosité des vapeurs pouvant être inhalées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stockage des solides toxiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2008, article 8.4.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Emploi et stockage de produits toxiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée à une distance d'au moins : - 10 mètres des limites de propriété pour le stockage à l'air libre ou sous auvent, - 5 mètres des limites de propriété pour les stockages en local fermé et ventilé.
Constats : Les produits toxiques stockés dans l'installation sont des produits à l'état solide. Ces produits constitués par les colorants en poudre et les anti oxydants sont entreposés dans le local de stockage. Ce local fermé et ventilé est situé à plus de 5 mètres des limites de propriété. La manipulation de ces produits toxiques est effectuée dans les salles de stockage qui sont des locaux fermés et ventilés. Ces locaux sont implantés à plus de 10 mètres des limites de propriété. La ventilation de la salle de stockage des produits toxiques est assurée par une VMC. L'exploitant ne stocke pas sur son site des récipients contenant des substances ou préparations toxiques présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosivité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet